

XIV juillet : je n'irai pas danser avec vous

1789-2019 : 230 ans que les « tyrans » sont tombés. Pour le bien du peuple. Vraiment ?



XIV juillet : je n'irai pas danser avec vous

Comme chaque année, les feux d'artifice zèbreront la nuit ; confettis et flonflons tourbillonneront ; airs entraînants empliront les places où jeunes et moins jeunes se laisseront emporter par la valse avec une sensation de liberté. Mais permettez-moi de ne pas me joindre au bal, car je n'ai pas pour habitude de festoyer sur des cadavres.

Je sais, cher(e)s lecteurs et lectrices, que beaucoup parmi vous vont s'offusquer en lisant les prochaines lignes. Et c'est déjà bien de réagir.

Honoré de Balzac, dans La comédie humaine, écrivait : « Il y a deux Histoires, l'une que l'on enseigne et qui ment, l'autre que l'on tait parce qu'elle recèle l'inavouable ». Quid de la Révolution de 1789 ? Au fait, était-elle vraiment Française ? La question choque ?

Mais il y a des faits, des écrits, qui permettent légitimement de se poser quelques questions sur le sujet. Il suffit de fouiner, d'écouter et de lire des ouvrages d'Historiens, de journalistes qui n'ont pas droit au chapitre dans les média officiels, car ils pointent du doigt des vérités que l'on cache sous le boisseau du politiquement correct. Il faut être curieux. Ce qui chagrine d'ailleurs nos « élites ». Il n'y a pas si longtemps que ça, Jacques Attali regrettait qu'« internet représente une menace pour ceux qui savent et qui décident. Parce qu'il donne accès au savoir autrement que par le cursus hiérarchique. »

Le peuple français était-il réellement pour la Révolution ?

Bien avant 1789, la Franc-Maçonnerie anglaise, avec son rêve de République universelle, de Nouvel Ordre mondial, hourdissait en coulisse ; avant de distiller ses sophismes dans la haute société française. Il fallait que tombent les monarchies... et le pape. Entre 1745 et 1748, le mot d'ordre des Loges semble être : « Faire le moins de bruit possible. Le Roi doit oublier qu'une Société d'origine anglaise travaille au sein de son royaume et occupe la plus grande part de son personnel administratif à des discussions subversives... » (Louis Blanc ; Histoire de la Révolution française, T.1, chapitre 3).

Le mensonge est désormais l'arme des révolutionnaires. L'exemple le plus fameux fut la fausse nouvelle, savamment orchestrée à travers la France de ce que l'on a appelé « **la grande peur** », qui fit croire à la menace des « brigands (royalistes) qui allaient massacrer le peuple ».

La panique qui en découla permit de lever des « milices patriotiques » dans toutes les communes de France, noyau de la future insurrection révolutionnaire. En même temps, des émissaires payés par l'argent anglais du duc d'Orléans, **Philippe Egalité**, orchestraient la panique de la famine de 1788.

« Elle n'eut pour origine, relève **Augustin Cochin** (1876-1916 ; historien et sociologue français), ni la disette, ni la menace de disette, mais seulement la persistance de faux bruits, qui finirent par troubler les marchés et affoler acheteurs et vendeurs en pleine abondance ». **René Sédillot** (1906-1999), juriste, journaliste et historien économique français, dans son livre Le coût de la Révolution française, écrivait : « L'Étranger a de bonnes raisons d'apprécier la Révolution française et de lui vouer quelque reconnaissance. Mais les Français ? »

Quelques témoignages d'époque :

- **Robespierre**, à la tribune du Club des Jacobins :

« Tout le peuple de France est contre nous ! »

- Le **comte François-Henri de Virieu** (1754-1793 ; militaire et homme politique français, d'abord favorable aux idées de la Révolution française, il la combattit par la suite) avait été délégué à Wilhemsbad comme représentant de la loge des Chevaliers bienfaisants de Lyon. De retour à Paris, épouvanté par ce qu'il avait appris, il déclara : « **je ne vous dirai pas les secrets que j'apporte, mais ce que je crois pouvoir vous dire, c'est qu'il se trame une conspiration si bien ourdie et si profonde qu'il sera difficile à la religion et au gouvernement de ne pas succomber** ».

- En 1822, au congrès de Vérone, le **Comte de Hauswitz** confessera avoir été franc-maçon et avoir « compris que l'assassinat du roi avec toutes ses horreurs, non seulement avait été décidé dans ce temps-là, mais que tout avait été préparé par des réunions, des instructions, des serments et des signaux qui ne laissaient aucun doute sur l'intelligence qui a tout préparé et tout conduit ».

- A la Chambre des députés, le 1er juillet 1904, le **marquis de Rosanbo**, franc-maçon, proclamait : « La Franc-Maçonnerie a travaillé en sourdine mais d'une manière constante à préparer la Révolution (...) elle a été le seul moteur de la Révolution » et le F.° Jumel d'approuver :

« Nous faisons plus que le reconnaître, nous le proclamons. » (Léon de Poncins, La F.° M.° d'après ses documents secrets, pages 76, 91-94, Paris, 1941)

- Le 30 décembre 1791, dans un discours adressé aux Jacobins, **Jacques Pierre Brissot** (1754-1793), homme politique français, présenté comme chef de file des Girondins pendant la Révolution Française, révèle les véritables composantes du complot maçonnique de la Révolution :

« **Croyez, frères et amis, la Révolution française a plus de partisans chez l'étranger que chez les Français.** »

- En 1968, **Roger Leray**, Grand Maître du Grand Orient de France de 1979 à 1980 : « Il y a 200 ans le chevalier de Ramsay (Andrew Michael Ramsay, 1686-1743, écrivain et philosophe français d'origine écossaise) a annoncé la république universelle, depuis, inlassablement, les francs-maçons du monde entier participent à son édification. »

La République naît dans le sang

Puisque tous les Français voulaient la Révolution, alors pourquoi trois années de terreur et de massacres ? Au nom de la République et de la démocratie, tous les moyens de mort étaient à l'œuvre. La tête de la princesse de Lamballe au bout d'une pique, son corps dénudé, violé, transpercé de coup de sabre. La décapitation de la Reine. La mort du petit Roi au Temple. L'exécution par la guillotine des quatre demoiselles de La Métairie, la plus jeune âgée de huit ans, avec leur mère, place du Bouffay à Nantes. Le massacre du Petit Luc : **562 femmes et enfants dont 110 âgés de moins de huit ans** passés au fil de la baïonnette ou décapités à coups de sabre dans l'église. Si à l'époque, ils avaient eu des moyens d'exterminations plus rapides et efficaces, les Révolutionnaires en auraient usé sans réticence.

- Le révolutionnaire **Jean-Baptiste Carrier** (1756-1794), homme politique français : « Nous ferons de la France un cimetière plutôt que de ne pas la régenter à notre manière. »

- **François-Joseph Westermann** (1751-1794), général de brigade de la Révolution française : « J'ai écrasé les enfants sous les pieds de mes chevaux, massacré les femmes qui n'enfanteraient plus de brigands. Je n'ai pas un prisonnier à me reprocher. J'ai tout exterminé. Les routes sont semées de cadavres. Il y en a tant que sur plusieurs points, ils font des pyramides. »

- **Georges Clémenceau** (1841-1929), homme politique français, à la Chambre en 1891 : « J'approuve tout de la Révolution : j'approuve les massacres de septembre, les noyades de Nantes, les mariages républicains où les vierges, accouplées à des hommes, par une imagination néronienne, et avant d'être jetées dans la Loire, avaient à la fois l'angoisse de la mort et la souffrance de la pudeur outragée. J'approuve les horreurs de Lyon, où l'on attachait les enfants à la gueule des canons, et les égorgements de vieillards de 90 ans et de jeunes filles à peine nubiles. Tout cela forme un bloc glorieux et je défends qu'on y touche.»

Tout ça pour le bien du peuple ? Ah bon ?

Que les Gilets Jaunes fassent un petit rapprochement : le premier acte de la révolution triomphante avait été l'abolition des Corporations par la loi d'Isaac Le Chapelier du 14 juin 1791 et le décret Allarde qui la complétait. Mais surtout cette décision s'accompagnait de l'interdiction de reconstitution de toute structure de défense du monde du travail, le livrant ainsi sans défense aux appétits du capitalisme naissant. Car cette loi proscriit le régime général d'exercice collectif des métiers ouvriers (les corporations), avec toutes les réglementations sociales particulières, et, par conséquent, le régime de dérogation des infrastructures privilégiées.

Comme le soulignait **André Soboul** (1914-1982), historien et résistant, dans son livre Histoire de la Révolution française (Paris, 1979), les conséquences ne se firent pas attendre : « Les ouvriers, payés en papier, virent leur pouvoir d'achat baisser. Les classes populaires sombrèrent dans le désespoir, hommes et femmes tombent d'inanition dans les rues, la mortalité augmente, les suicides se multiplient. » Et **René Sédillot** (1906-1999), journaliste, dans son ouvrage Le coût de la Révolution française (Perrin, 1987), concluait : « C'est la promotion démocratique de l'holocauste. »

Source d'infos : LA POLITIQUE, lettre d'informations des Cercles Nationalistes Français